4 AVRIL 2019

**MAIRIE DE SAINT CYR L'ECOLE**

NOTE DE PRESENTATION

**Budget Primitif 2019 de la Ville**

**NOTE DE PRESENTATION DU BUDGET PRIMITIF 2019 DE LA VILLE**

**SOMMAIRE :**

# I - Introduction sur la loi NOTRe

II - CONTEXTE INTERNATIONAL

III - CONTEXTE NATIONAL

IV – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET PRIMITIF 2019

V – LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

1/ - Les dépenses de fonctionnement

 A – Les charges de personnel

B – Les charges à caractère général

C – Les subventions

D – Les charges financières

E- Atténuations de produit

2/ - Les recettes de fonctionnement

A – Les dotations et participations de l’Etat

B – Le produit des services

C – Impôts et taxes

D - le résultat de fonctionnement reporté

## VI – LA SECTION D’INVESTISSEMENT

1/ - Les dépenses d’investissement

A – Les dépenses d’achats et d’entretien

B – La programmation pluriannuelle des investissements

C – Les reports

2/ - Les recettes d’investissement

3/ - La reprise des résultats

## VII – LA DETTE

### **I – LES DISPOSITIONS DE LA LOI NOTRe**

La loi NOTRe du 17 août 2015 impose, dans son article 107, que soit joint au compte administratif « une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles afin de permettre aux citoyens d’en saisir les enjeux ».

Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le compte administratif, sans préjudice des dispositions de l’article [L. 2343-2](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006070633&idArticle=LEGIARTI000006390953&dateTexte=&categorieLien=cid), est assorti en annexe :

**1/** De données synthétiques sur la situation financière de la commune ;

**2/** De la liste des concours attribués par la commune sous forme de prestations en nature ou de subventions ;

**3/** De la présentation agrégée des résultats afférents au dernier exercice connu du budget principal et des budgets annexes de la commune ;

**4/** De la liste des organismes pour lesquels la commune :

a) détient une part du capital ;

b) a garanti un emprunt ;

c) a versé une subvention supérieure à 75 000 euros ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l’organisme.

La liste indique le nom, la raison sociale et la nature juridique de l’organisme ainsi que la nature et le montant de l’engagement financier de la commune ;

**5/** D’un tableau retraçant l’encours des emprunts garantis par la commune ainsi que l’échéancier de leur amortissement ;

**6/** De la liste des délégataires de service public ;

**7/** Du tableau des acquisitions et cessions immobilières mentionné au c de l’article [L. 300-5](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006074075&idArticle=LEGIARTI000006815172&dateTexte=&categorieLien=cid)du code de l’urbanisme ;

**8/** D’une annexe retraçant l’ensemble des engagements financiers de la collectivité territoriale ou de l’établissement public résultant des contrats de partenariat prévus à l’article [L. 1414-1](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006070633&idArticle=LEGIARTI000006389257&dateTexte=&categorieLien=cid);

**9/** D’une annexe retraçant la dette liée à la part investissements des contrats de partenariat.

Pour l’ensemble des communes, les documents budgétaires sont assortis d’états portant sur la situation patrimoniale et financière de la collectivité ainsi que sur ses différents engagements.

### **II – CONTEXTE INTERNATIONAL**

Forte de la dynamique américaine, la croissance mondiale s’est maintenue autour de 3.7 % en 2018 alors même que l’heure était au ralentissement tant dans la zone euro qu’au Japon et en Chine ainsi que dans la plupart des pays émergents.

Pour l’année 2019, la probabilité d’un ralentissement de l’activité mondiale se renforce. La montée des risques (Brexit, protectionnisme, Italie etc…) incite à la prudence, le seul aléa positif étant une croissance américaine plus vive que prévu.

Le Japon, affecté à plusieurs reprises par des catastrophes naturelles, a également enregistré un ralentissement de sa croissance, après une année 2017 exceptionnelle.

Le Japon verra, en 2019, sa croissance ralentir légèrement en raison du relèvement de sa TVA prévu en octobre. Cependant, celle-ci restera supérieure à sa croissance potentielle.

En Chine, la croissance économique ralentit en raison notamment de la politique de désendettement mise en place depuis plusieurs trimestres.

Cette tendance devrait se poursuivre en 2019 et la croissance chinoise serait alors comprise entre 6 % et 6.5 %, stabilisation qui devrait être bénéfique aux pays émergents.

Dans la zone euro, l’année 2018 a été marquée par un essoufflement sensible de la croissance dû dans un premier temps par la simple correction d’un rythme exceptionnel sur l’année 2017 puis par une accumulation de facteurs spécifiques (baisse des marchés financiers, baisse des investissements industriels, tensions commerciales entre la Chine et les Etats Unis) affectant tour à tour les grandes économies de la zone dans un contexte de tensions commerciales exacerbées.

L’année 2019 sera marquée par les questions politiques qui ne manqueront pas de peser sur l’économie et les marchés.

En effet, l’Italie devrait conserver une politique budgétaire non conforme aux engagements européens et des inquiétudes demeurent quant à la capacité du gouvernement à respecter ses objectifs.

Par ailleurs, l’Europe devra également gérer le Brexit, avec ou sans accord, ce qui aura nécessairement un impact sur l’économie britannique mais aussi à moyen terme sur l’Europe continentale.

*(CPRAM – conjonctures économiques)*

### **III – CONTEXTE NATIONAL**

La Loi de Programmation des Finances Publiques (LPFP) pour 2018-2022 a profondément modifié les relations financières entre l’Etat et les collectivités, en substituant à la baisse des concours financiers de l’Etat réalisée entre 2014 et 2017, une approche partenariale reposant sur la stabilisation de ces concours et, en contrepartie, sur une maîtrise renforcée des dépenses de fonctionnement des collectivités.

Ainsi, les collectivités présentant des dépenses de fonctionnement retraitées supérieures à 60 millions d’euros devaient signer un Pacte financier appelé « contrat de Cahors ».

Ce pacte financier entre l’Etat et les collectivités visait à réduire le déficit public de 13 Md€ d’ici 2022, en limitant l’augmentation de leurs dépenses de fonctionnement.

La date limite de signature de ces contrats était fixée au 30 juin 2018. Seules 229 collectivités sur 322 ont accepté de signer ce pacte financier.

Par ailleurs, la LPFP a fixé un taux national d’évolution des dépenses de fonctionnement des administrations publiques à 1.20 %. Cependant, le respect de ce taux national semble plus compliqué à atteindre du fait de la reprise de l’inflation qui est plus marquée que les années précédentes.

**Les concours financiers de l’Etat aux Collectivités Territoriales :**

 *La Dotation Globale de fonctionnement :*

Après quatre années de baisse entre 2014 et 2017, la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) des départements et du bloc communal est à nouveau stabilisée à hauteur de 26.9 Md€ pour 2019.

Cependant, si le montant de l’enveloppe globale est reconduit, la répartition des montants constitutifs de la DGF change. L’enveloppe de dotation de solidarité urbaine (DSU) et de dotation de solidarité rurale (DSR) augmente pour atteindre un montant total de 180 M€. Néanmoins, cette hausse des dotations de péréquation (DSU et DSR) sera compensée par une baisse de la dotation forfaitaire de la DGF afin de ne pas augmenter les transferts financiers de l’Etat vers les collectivités. Ce montant de 180 M€ sera donc en partie prélevé sur la dotation forfaitaire des communes et sur la dotation de compensation (part salaire) des EPCI.

A noter que depuis 2018, les régions perçoivent une fraction de la taxe sur la valeur ajoutée en substitution de leur ancienne Dotation Globale de Fonctionnement (DGF).

Elles bénéficient ainsi du fort dynamisme de cette nouvelle recette avec une progression estimée à 166 M€ entre 2018 et 2019, soit 262 M€ de plus que leur DGF 2017.

*Le Fonds Départemental de Péréquation de la Taxe Professionnelle :*

Depuis 2017, le Fonds Départemental de péréquation de la taxe professionnelle (FDPTP) a été intégré dans les variables d’ajustement de la DGF. Il a subi une baisse de 8% en 2017 et de 14.5 % en 2018, soit depuis 2017, une baisse cumulée de 22.5 %.

En 2019, il est à prévoir une nouvelle baisse du FDPTP équivalente à celle de 2018.

**La fiscalité :**

Le mode de calcul de revalorisation annuelle des valeurs locatives a connu plusieurs modifications ces dernières années. Jusqu’en 2016, le coefficient de revalorisation des bases fiscales correspondait à la prévision d’inflation française. La loi de finances pour 2017 a instauré, à compter de 2018, une mise à jour annuelle automatique des valeurs locatives des locaux d’habitation en fonction du dernier taux d’inflation constaté.

 Pour 2019, ce taux s’élèvera à 2.2 % contre 1.2 % en 2018.

La loi de finances pour 2018 a de plus instauré le dégrèvement progressif sur trois ans de la taxe d’habitation (30% en 2018, 65 % en 2019 et 100 % en 2020). Le mécanisme de dégrèvement de la taxe d’habitation prévoit la compensation intégrale des recettes des communes et des intercommunalités.

Cependant, des incertitudes persistent quant à la compensation par l’Etat des nouvelles exonérations prévues en 2019 dans le cadre du dégrèvement de la taxe d’habitation.

De plus, le bénéfice de l’exonération de la taxe d’habitation pour les personnes veuves est maintenu en 2019. Le coût de cette mesure pour les collectivités territoriales est évaluée à 56 M€ pour 2019.

**Le Fonds de Péréquation des Ressources Intercommunales et Communales :**

La péréquation horizontale, à travers le fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC), continuera de peser de nouveau fortement sur les dépenses de fonctionnement des communes en 2019.

*(sources : FinanceActive, économie.gouv.fr, la Gazette – dossier PLF 2019)*

### **IV – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET PRIMITIF 2019**

Le budget primitif retrace l’ensemble des dépenses et recettes autorisées et prévues pour l’année 2019. Il respecte les principes budgétaires : sincérité, annualité, unicité, spécialité et équilibre.

Le présent budget décrit l’ensemble des crédits pour l’année 2019, aussi bien en dépenses qu’en recettes.

Le budget primitif 2019 s’équilibre en section de fonctionnement de la manière suivante :

* section de fonctionnement : 23 698 185 € (24 188 000 € pour 2018)

Il présente un suréquilibre en section d’investissement de 2 678 007 € soit :

* section d’investissement : Recettes : 21 864 416 € (22 714 730 € pour 2018)

 Dépenses : 19 186 409€ (21 350 850 € pour 2018)

Le budget primitif 2019 est présenté avec la reprise des résultats du compte administratif 2018 soit :

* résultat de fonctionnement reporté : 800 000.00 €
* résultat d’investissement reporté : 15 046 549.22 €

L’excédent de fonctionnement capitalisé s’élève à : 4 817 840.36 €.

Le budget primitif 2019 présente des charges de fonctionnement en baisse malgré l’impact de la péréquation horizontale à travers le FPIC, la réforme statutaire des fonctionnaires, la hausse du prix du carburant, du gaz et de l’électricité, l’augmentation de la contribution au Service Départemental d’Incendie (SDIS), l’ouverture de nouveaux équipements de la ZAC Renard.

Les recettes de fonctionnement sont à nouveau impactées par les décisions gouvernementales, à travers la Dotation Globale de Fonctionnement, la baisse des crédits alloués au titre du Fonds Départemental de Taxe Professionnelle et par la suppression progressive dans la taxe d’habitation de l’abattement de la demi-part veuvage.

L’objectif primordial pour la collectivité reste le maintien de l’équilibre réel du budget et d’indicateurs financiers positifs (épargne nette, épargne brute…)

### **V – LA SECTION DE FONCTIONNEMENT**

**Evolution de la section de fonctionnement :**

La section de fonctionnement s’équilibre à 23 698 185 € contre 24 188 000 € pour 2018 soit une baisse de 490 K€ (- 2.02 %) en dépenses et en recettes.

**1/ Les dépenses de fonctionnement**

Les dépenses de fonctionnement sont en baisse par rapport au budget primitif 2018 (- 490 K€)

Cette baisse est le résultat :

* de l’effort continu engagé par la Collectivité depuis 2015 pour la maîtrise des dépenses de fonctionnement
* du renouvellement fin 2018 du contrat de délégation de service public pour la gestion du centre nautique en contrat d’affermage. Ce mode de gestion ne prévoit plus que l’inscription de la participation financière versée au délégataire au budget de la commune.

Cette baisse des dépenses est d’autant plus importante qu’elle tient compte de charges nouvelles (ouverture de la nouvelle crèche de la ZAC Renard) et de charges en augmentation :

* hausse des prix des matières premières,
* hausse du prix du carburant, du gaz et de l’électricité
* augmentation du Fonds de Péréquation Intercommunal et Communal (FPIC)
* augmentation de la contribution au Service Départemental d’Incendie (SDIS)

Les dépenses de fonctionnement s’élèvent donc à 23 698 185 € en 2019 contre 24 188 000 € en 2018 soit une diminution de 2.02 %.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  |  | **BP 2018** | **BP 2019** |
| 60 | Fournitures, fluides  | 2 361 357.00 | 2 526 356.39 |
| 61 | contrat de prestations de service | 2 254 583.60 | 2 372 587.16 |
| 62 | autres services extérieurs (honoraires, transport, fêtes et cérémonies) | 1 950 299.40 | 1 248 165.45 |
| 012 | Frais de personnel | 14 251 803.00 | 14 249 546.00 |
| 63 | Taxes foncières bureaux, vignettes | 88 950.00 | 97 650.00 |
| 65 | subventions, indemnités Elus, contributions, contingent incendie, pertes sur créances irrécouvrables | 1 517 920.00 | 1 397 655.00 |
| 66 | intérêts de la dette | 165 000.00 | 166 000.00 |
|   |   |   |   |
| 67 | charges exceptionnelles  | 20 800.00 | 37 200.00 |
| 68 | Dotations aux amortissements, charges à répartir | 898 025.00 | 903 025.00 |
| 014 | atténuations de produits | 679 262.00 | 700 000.00 |
|  |  | **24 188 000.00** | **23 698 185.00** |

A/ - Les charges de personnel :

Les charges de personnel s’élèvent à 14 249 546 € contre 14 251 803 € en 2018 soit une baisse de 2 K€ (- 0.01 %).

Elles sont en baisse malgré :

* Le glissement vieillesse technicité
* La revalorisation du SMIC et des charges patronales
* La poursuite de la mise en œuvre du Protocole Parcours Carrières et Rémunération (PPCR)
* Des mesures en faveur des agents publics (CET…)
* Le reclassement des éducateurs de jeunes enfants de catégorie B en catégorie A
* La fin du dispositif des contrats d’avenir
* L’organisation des élections européennes
* La hausse des frais relatifs aux assurances statutaires

Le Budget Primitif 2019 prévoit une maîtrise des charges de personnel tout en maintenant le niveau et la qualité des services rendus à la population.

###### B/ - Les charges à caractère général :

Les charges à caractère général diminuent de 410 K€ (- 6.17 %) soit 6 244 759 € pour 2019 contre 6 655 190 € pour 2018.

Cette baisse des dépenses est due :

* Au renouvellement de la délégation de service public pour la gestion du centre nautique en contrat d’affermage qui ne prévoit plus que l’inscription de la participation financière due au délégataire au budget de la commune
* A la mise en place d’une analyse des coûts de gestion
* A l’optimisation des équipements et des locaux
* A la renégociation de marchés
* A la signature de marchés en groupement de commandes avec différents partenaires (SIGEIF, VGP, SIPPEREC, CIG)

Cette baisse des dépenses est d’autant plus conséquente qu’elle prend en compte des charges supplémentaires liées à l’ouverture de la nouvelle crèche de la ZAC Renard en 2019.

Pour 2019, les charges à caractère général évoluent de la manière suivante :

 **a/ fournitures et fluides :**

* + 165 K€ pour les achats et fournitures (fluides, fournitures d’entretien, petit équipement…) qui s’expliquent principalement par la hausse du prix du carburant, du gaz et de l’électricité mais également par une reprise de l’inflation.

**b/ contrats de prestations de services et autres services extérieurs :**

* - 584 K€ : ce poste intègre la nouvelle crèche de la ZAC Renard. Il est en baisse en raison du renouvellement de la délégation de service public pour la gestion du centre nautique et des mesures d’économie mises en œuvre depuis deux ans (reprise en gestion directe de travaux d’entretien)

**c/** **Impôts, taxes et versements assimilés :**

* + 9 K€ sur les taxes foncières et taxe sur les bureaux pour prendre en compte l’augmentation lié à l’actualisation des bases.

C/ Autres charges de gestion courante - subventions, indemnités Elus, contingent incendie :

Les charges de gestion courante s’élèvent à 1 397 655 € pour 2019 contre 1 517 920 € au budget primitif 2018 soit une diminution de 120 K€ (- 7.92 %).

Cette diminution s’explique de la manière suivante :

**a/ Les subventions :**

* - 184 K€ de subventions : Les subventions versées enregistrent une baisse pour 2019 par rapport à 2018 (347 000 € au BP 2019 contre 531 000 € au BP 2018)

 Elles se répartissent de la manière suivante :

* *CCAS* : - 204 K€ (102 000 € au BP 2019 contre 306 000 € au BP 2018). Cette baisse est liée à la reprise de l’excédent de la section d’investissement en section de fonctionnement au budget primitif 2019 du CCAS
* *Associations* : + 20 K€ (245 000 € au BP 2019 contre 225 000 € au BP 2018). Cette hausse est liée au report sur 2019 du solde de la subvention 2018 pour l’Ecole de Musique.

**b/** **contingent incendie** :

* + 26 K€ de contribution au contingent incendie qui représente une charge incontournable (610 000 € en 2019 contre 584 064 € en 2018)

**c/** **admissions en non-valeur et créances éteintes** :

* + 26 K€, il s’agit d’une provision pour permettre de prendre en charge des créances irrécouvrables (surendettement, dépôt de bilan) qui seront régularisées en 2019 (36 000€ en 2019 contre 10 000 € en 2018)

.

######  D/ Les charges financières :

Les charges financières s’élèvent à 166 000 € pour 2019 contre 165 000 € au budget primitif 2018 soit une hausse de 1 K€ (+ 0.61 %).

Ce poste de dépenses concerne les intérêts de la dette communale.

Ce poste est stable par rapport au budget primitif 2018, la commune ne prévoyant pas la contractualisation d’un nouvel emprunt en 2019.

E/ Atténuation de produits (FPIC) :

Ce poste s’élève à 700 000 € pour 2019 contre 679 262 € au budget primitif 2018 soit une augmentation de 21 K€ (+ 3.05 %).

Malgré une stabilité de l’enveloppe nationale, l’Etat accentue la péréquation horizontale sur les communes au profit des communautés d’agglomération, ce qui a pour conséquence d’augmenter le prélèvement au titre du FPIC pour les communes et de diminuer celui des EPCI.

Ainsi en 2018, le prélèvement au titre du FPIC pour la Communauté d’Agglomération de Versailles Grand Parc a diminué de 956 K€ alors même que celui des communes membres augmentait de 784 K€.

Cependant, la Communauté d’Agglomération de Versailles Grand Parc ne joue pas son rôle de solidarité entre les communes membres en ne leur faisant pas bénéficier de la baisse de son prélèvement au titre du FPIC.

**2/ Les recettes de fonctionnement**

Les recettes de fonctionnement s’élèvent à 23 698 185 € en 2019 contre 24 188 000 € en 2018 soit une baisse de 2.02 %.

Cette baisse s’explique par :

* Une nouvelle diminution des concours financiers de l’Etat
* Le renouvellement en 2018 du contrat de délégation de service public pour la gestion du centre nautique en contrat d’affermage. Ce mode de gestion ne prévoit pas d’inscription de recettes au budget de la commune.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  |  | **BP 2018** | **BP 2019** |
| 64 | Atténuation de charges | 140 000.00 | 120 000.00 |
| 70 | Produit des services | 2 950 890.00 | 2 359 650.00 |
| 73 | Impôts et taxes, taxe sur l'électricité, contributions directes etc… | 14 948 560.00 | 15 249 247.00 |
| 74 | Dotations, DSU, FSRIF, DSI etc. | 5 182 000.00 | 4 968 488.00 |
| 75 | Autres produits de gestion, loyers, marché | 73 000.00 | 67 000.00 |
| 77 | Produits exceptionnels | 13 550.00 | 53 800.00 |
| 002 | Excédent de fonctionnement reporté | 800 000.00 | 800 000.00 |
| 72 |  Travaux en régie | 80 000.00 | 80 000.00 |
| **TOTAL**  | **24 188 000.00** | **23 698 185.00** |

Par catégorie, les recettes de fonctionnement évoluent de la manière suivante :

A/ – Les dotations  et participations de l’Etat :

La loi de finances pour 2019 a prévu la stabilité de l’enveloppe forfaitaire de la Dotation Globale de Fonctionnement. Cependant, la commune se doit d’être prudente dans ses prévisions. En effet, la hausse annoncée des enveloppes nationales des dotations de péréquation (DSU et DSR) sera compensée par une baisse de la dotation forfaitaire de la DGF, et ce, afin de ne pas augmenter les transferts financiers de l’Etat vers les collectivités.

De plus, la baisse de la population enregistrée au 1er janvier 2019 aura un impact négatif sur le montant de la DGF pour 2019.

1. Les dotations de l’Etat :
	* La Dotation Globale de Fonctionnement, le Fonds Départemental de Péréquation de la Taxe Professionnelle et la dotation de Solidarité Urbaine enregistrent une baisse globale de 336 K€ par rapport au budget primitif 2018 (2 864 000 € au budget primitif 2019 contre 3 200 000 € au budget primitif 2018).

 b) Les participations de l’Etat :

* Les participations de la CAFY augmentent de 107 K€. Cette augmentation est liée au taux d’occupation plus élevé du Multi Accueil suite à son regroupement avec la Halte-Garderie fin 2017.

B/ Le produit des services :

Ce poste de recettes est en baisse de 591 K€ en 2019 (2 359 650 €) par rapport au budget primitif 2018 (2 950 890 €).

Cette baisse s’explique par le renouvellement du contrat de délégation de service public du centre nautique par une gestion en contrat d’affermage. Ce mode de gestion ne prévoit pas d’inscription de recettes liées à cet équipement au budget de la commune.

Le produit des services tient compte de l’utilisation de certains tarifs et de la fréquentation moyenne des équipements et des services de la collectivité.

Enfin, les tarifs n’augmenteront pas pour 2019.

C/ Impôts et taxes :

Les recettes concernant les impôts et taxes enregistrent une hausse de 301 K€ (15 249 247 K€) par rapport au budget primitif 2018 (14 948 560 K€).

Cette inscription prend en compte :

* une augmentation des contributions directes (produit fiscal) pour 170 K€ qui s’explique par :

\* la revalorisation des bases locatives à hauteur de 2.2 %

\* une estimation concernant les nouveaux habitants sur la ZAC Charles Renard

* Une augmentation des droits de mutation pour 170 K€ estimée par rapport à l’arrivée des nouveaux habitants sur la ZAC Charles Renard.
* Une augmentation de la recette sur la taxe sur l’électricité pour 12 K€ qui prend en compte un réajustement lié à l’encaissement de 2018.
* Une augmentation des recettes liées aux droits de place du marché alimentaire pour 5.4 K€ qui prend en compte un réajustement lié à l’encaissement de 2018.
* Une augmentation des recettes liées aux rôles supplémentaires pour 3.6 K€ qui prend en compte un réajustement lié à l’encaissement de 2018.
* Une baisse du Fonds de Solidarité des communes d’Ile-de-France (FSRIF) pour 60 K€.

Cette baisse s’explique notamment par l’évolution des potentiels financiers et fiscaux au sein de la communauté d’agglomération qui impacte directement la classification de la commune au titre du FSRIF.

La commune ne prévoit pas d’augmentation de ses taux de fiscalité pour 2019 :

\* taxe d’habitation : 21.68 %

\* taxe sur le foncier bâti : 17.90 %

\* taxe sur le foncier non bâti : 54.05 %

D/ Les atténuations de charges – remboursement de charges de personnel :

Ce poste affiche une baisse de 20 K€ en raison de la régularisation sur 2018 de remboursements exceptionnels.

E/ Les autres produits de gestion courante :

Ce poste de recettes concerne les revenus des immeubles. Il affiche une baisse de 6 K€ en raison d’une inscription prudentielle de cette recette qui tient compte d’éventuels départs de locataires des logements communaux au cours de l’année.

F/ Le résultat de fonctionnement reporté :

Le résultat de fonctionnement reporté s’élève pour 2019 à 800 000 € ; il est identique à celui de 2018.

**III – LA SECTION D’INVESTISSEMENT**

**Evolution de la section d’investissement**

La section d’investissement est en suréquilibre de 2 678 007 € soit :

* Recettes : 21 864 416 € (22 714 730 € pour 2018)
* Dépenses : 19 186 409 € (21 350 850 € pour 2018)

La section d’investissement présente un suréquilibre en raison du décalage des dépenses afférentes aux travaux prévus dans le cadre de la Programmation Pluriannuelle d’Investissement. Ce décalage est lié à des délais de procédure allongés pour des raisons imprévues (lots infructueux ou offres très élevées dans le cadre des appels d’offres, avis négatif des architectes des bâtiments de France).

La réalisation de ces travaux et leur paiement devrait s’accélérer en 2019.

**1/ - Les dépenses d’investissement**

Les dépenses d’investissement sont constituées de dépenses d’achats et d’entretien pour les services et d’opérations inscrites dans le cadre de la Programmation Pluriannuelle des Investissements.

A/ - Les dépenses d’achats et d’entretien :

Ces dépenses concernent l’entretien du patrimoine bâti, des espaces publics et du cadre de vie ainsi que les achats (matériel, mobilier, véhicules, logiciels…)

Ces dépenses sont indispensables pour le maintien et l’entretien du patrimoine de la commune et s’élèvent à environ 3.8 M€ pour 2019.

|  |  |
| --- | --- |
| **CATEGORIE DE DEPENSES** | **BP 2019** |
| **Travaux :** |  |
| * Patrimoine bâti
 | 1 512 550 € |
| * Espace Public et cadre de vie
 | 1 443 850 € |
| **Achat des services** | 530 105 € |
| **Informatique** | 283 930 € |
| **TOTAL INVESTISSEMENTS** | **3 770 435 €** |

B/ – La Programmation Pluriannuelle des Investissements :

Ces dépenses d’investissement concernent les opérations de construction, de rénovation ou d’amélioration des équipements publics de la commune.

Les opérations qui présentent une durée d’exécution sur plusieurs exercices font l’objet d’autorisations de programme, ce qui permet d’étaler la charge sur la durée de l’exécution des travaux.

Par délibération du 7 avril 2016, trois autorisations de programme ont été votées  :

* Réhabilitation du groupe scolaire Bizet/Wallon
* Maison des associations
* Gymnase de la ZAC RENARD

Ces trois autorisations de programme sont actualisées en 2019 par des AP/CP complémentaires pour tenir compte des coûts supplémentaires de ces opérations.

Par ailleurs, pour 2019, une nouvelle autorisation de programme est créée pour l’opération de voirie de la rue Francisco Ferrer à hauteur de 1,203 M€.

Le tableau ci-dessous présente les inscriptions pour 2019 de la Programmation Pluriannuelle des Investissements .

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **OPERATIONS** | **2019** | **2020** | **2021** | **TOTAL 2019-2021** | **TOTAL OPERATION** | **RECETTES ENVISAGEES POUR L’OPERATION (subventions et cessions)** |
| Pôle scolaire Bizet / Wallon – **Total AP/CP** |   **5 568 000**  | **5 430 613** |  **777 000**  | **11 775 613**  | **13 674 000** | Subvention Conseil Régional (1 M€) |
| Maison des Associations - 1800 m² **Total AP/CP** | **5 189 053** | **1 100 000** | **320 000** | **6 609 053** | **7 000 000** | Cession du terrain actuel (Sémard)Subvention Conseil Régional, Préfecture et Versailles Grand Parc |
| Pôle sportif ZAC RENARD (gymnase et salle de sport)**Total AP/CP** | **2 030 000**  | **4 047 797** |  **340 000**  | **6 417 797** | **6 765 000** | Subvention Conseil Régional (0.5 M€) et Fédération Française de la Montagne et de l’Escalade |
| Réfection rue Francisco Ferrer **nouvelle AP/CP** | **722 106** | **480 894** | **0.00** | **1 203 000** | **1 203 000** |  |
| **TOTAL** |  **13 509 159**  |  **11 059 304**  | **1 437 000**  | **26 005 463**  | **28 642 000** |  |

C/ – les reports :

Les reports concernent principalement les opérations engagées durant l’exercice 2018 et qui s’achèveront courant de l’année 2019.

Pour 2019, les reports en dépenses d’investissement s’élevent à 741 371.43 € contre 760 246.49 € en 2018 et 2 631 154.02 € en 2017 grâce à la mise en place des autorisations de programme.

|  |  |
| --- | --- |
| **TRAVAUX ET ACQUISITIONS REPORTES** | **MONTANT** |
| bâtiments publics  | 188 922.29 € |
| Ecoles | 127 104.09 € |
| Crèches | 73 230.93 € |
| Equipements sportifs | 34 599.20 € |
| Eclairage public | 78 952.92 € |
| Voirie | 188 585.98 € |
| Espaces publics | 49 976.02 € |
| **TOTAL** | **741 371.43 €** |

###### **2/ - les recettes d’investissement :**

Les principales recettes d’investissement sont les suivantes :

* Le FCTVA pour 700 000 €
* Les amortissements pour 715 000 €
* Les subventions notifiées pour 274 308 €

- Le Conseil Départemental pour la réalisation d’une aire de Fitness au Bois Cassé pour 25 000 €

- La Préfecture pour la construction de la Maison des Associations pour 198 000 €

- Ile-de-France Mobilités (ex STIF) pour l’aménagement des quais de bus pour 42 938 €

- Le Conseil Régional pour la mise en œuvre du programme Zéro Phyto pour 8 370 €

L’objectif principal de la Commune porte sur la recherche constante de financements auprès de différents partenaires tels que l’Europe, la Région, le Département, la Communauté d’Agglomération, la Préfecture mais aussi la Caisse d’Allocations Familiales pour tout ce qui concerne la petite enfance.

L’obtention de ces subventions est soumise à la signature de contrats ou de conventions qui en garantissent le paiement sur la durée des travaux.

**3/ - La reprise des résultats :**

L’excédent d’investissement repris de l’exercice précédent s’élève à 15 046 549.22 € pour 2019 contre 7 795 700.50 € en 2018.

Il s’explique par le décalage sur 2019 des opérations prévues dans le cadre de la programmation pluriannuelle des investissements.

L’autofinancement (excédent de fonctionnement capitalisé) enregistre une baisse de 56 889.57 € et s’élève à 4 817 840.36 € contre 4 874 739.93 € en 2018.

**IV – LA DETTE :**

Le remboursement du capital de la dette augmente de 93 K€ (988 K€ en 2018) et le remboursement des intérêts de 1 K€ (165 K€ en 2018).

L’augmentation du capital s’explique par la prise en charge sur une année complète en 2019 du remboursement du prêt contracté auprès de la Caisse d’Epargne pour 5.5 M€.

Les intérêts de la dette, sont stables pour 2019.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | **CAPITAL RESTANT DU AVEC NOUVEL EMPRUNT** | **ANNUITE 2019** |
|  | **CAPITAL** | **INTERETS AVEC ICNE\*** |
|  | **9 924 169.26 €** | **1 081 215.23 €** | **165 932.39 €** |
| DEXIA | 1 906 197.97 € | 420 419.43 € | 7 519.33 € |
| CAISSE D EPARGNE | 5 628 930.70 € | 461 709.08 € | 78 038.27 € |
| CREDIT AGRICOLE  | 2 389 040.59 € | 199 086.72 € | 40 374.79€ |
| ICNE\* |  |  | 40 000.00 € |

\* ICNE : intérêts courus non échus

La commune ne détient aucun produit structuré et la totalité de sa dette est classée en risque faible.

 *Risque faible*



*Risque de structure : indique la classification de la structure de l’emprunt selon la charte Gisler*

*Risque sous-jacent : mesure du risque d’éléments financiers (taux de change, indice boursier) impactant les flux financiers*